

moi, j'aimerais partir d'ici ce soir avec l'espoir que le premier ministre parlait honnêtement à la population quand il a dit que si l'autre endroit ne faisait pas telle et telle chose, lui serait obligé de s'adresser à un tribunal supérieur et qu'il lui faudrait déclencher des élections. J'espère qu'il fera précisément cela, car je veux qu'on trouve des solutions au chômage. Nous voulons des solutions aux problèmes comme les pensions transférables. Nous avons entendu le ministre des Finances parler d'aider les gouvernements provinciaux à se lancer dans ce domaine. Pour notre part, nous croyons que le gouvernement fédéral devrait se lancer dans ce domaine immédiatement, et nous espérons que les gouvernements provinciaux suivront ensuite.

Pour ce qui est de l'agriculture, il n'y a peut-être rien qui cloche dans l'agriculture même, mais je crois qu'on devrait s'efforcer systématiquement de régler certains problèmes. Nous avons entendu dire par exemple que les œufs se vendent 15c. la douzaine. Cela ne se produit pas dans ma région du pays, ce qui veut dire évidemment que nous devrions supprimer l'aspect régional de la loi sur la stabilisation des prix agricoles et appliquer cette loi uniformément d'un bout à l'autre du pays de sorte qu'il n'y ait pas de cultivateurs qui touchent 15c. seulement par douzaine d'œufs.

Nous croyons qu'il faudrait adopter les mesures législatives de mise en marché conformément à un plan, et non pas seulement à l'égard de céréales. Il convient de louer le gouvernement des efforts qu'il a faits par l'entremise de la Commission canadienne du blé pour vendre des céréales, comme d'ailleurs cette Commission l'a fait au nom des autres gouvernements. Nous croyons qu'il faudrait aussi établir des marchés pour le lait, le fromage, le beurre et d'autres denrées par la vente desquelles nos cultivateurs n'arrivent pas à s'assurer un niveau convenable de vie. Je m'abstiendrai de parler de tous les autres problèmes de l'agriculture. Certes l'Ouest canadien est durement éprouvé. Pourquoi? Parce que le régime libéral n'a absolument rien fait. Il y a longtemps que le barrage de la rivière Saskatchewan devrait être construit, et s'il était déjà en exploitation, les problèmes de plusieurs milliers de cultivateurs de l'Ouest canadien seraient résolus. Tout ce que nous pouvons faire maintenant, c'est les aider de quelque façon.

Je vais faire une proposition, monsieur le président. Amenons quelques-uns de ces agriculteurs de la région dans le nord de l'Ontario. Il y a déjà plusieurs années qu'on n'a pas fauché le foin sur bon nombre de fermes

de cette région. Les municipalités sont propriétaires de nombre de ces terres et elles seraient bien disposées à louer l'outillage aux agriculteurs pour la fenaison. Elles pourraient ensuite demander l'aide du gouvernement pour le transport du foin vers l'Ouest. Offrons donc quelque chose de bon à ces gens et donnons-leur la chance de s'aider eux-mêmes. Ce sera de la coopération et je suis certain que si le gouvernement prend l'initiative dans ce domaine, ce sera très utile pour ces gens.

C'est justement à l'égard d'un de nos besoins les plus pressants que le gouvernement n'a rien fait: l'institution d'un ministère chargé de s'occuper de l'expansion industrielle. Dans le nord de l'Ontario comme dans les provinces Maritimes et d'autres régions de marisme au Canada—peut-être n'aime-t-on pas cette expression et peut-être en existe-t-il une meilleure—ces provinces ne sont pas capables à l'heure actuelle de fournir du travail aux gens qui vivent dans ces régions et nous croyons qu'un ministère devrait être institué pour leur venir en aide, comme on l'a fait en Angleterre, et pour étudier la possibilité de transplanter l'industrie des endroits surpeuplés comme Toronto dans les régions qui ont bien plus besoin d'industries que les grandes villes. Nous croyons en la planification économique; cela signifie prévoir pour notre industrie et pour nos localités. Il y a bien des endroits du pays qui supplient le gouvernement de les aider, de les diriger afin d'arriver à régler ce problème. Monsieur le président, ce sont là des questions électorales auxquelles le présent gouvernement n'a pas encore fait face, mais qu'il devra affronter.

Nous nous intéressons à autre chose. Lors de la dernière campagne électorale, nous avons entendu ceux qui forment le gouvernement d'aujourd'hui proclamer leur intérêt envers le canadianisme. Ils nous invitaient à acheter des produits du pays, à créer des produits canadiens et à prendre des initiatives canadiennes. Je crois qu'on va reprendre ces thèmes avec encore plus d'insistance à la prochaine campagne électorale. Nous croyons en ces principes. Toutefois, nous sommes étonnés de constater que le ministre des Finances s'efforce de stabiliser le dollar canadien par l'achat et la vente de devises américaines. Peut-il y avoir initiative plus sotté, alors que nous avons de l'or qu'on pourrait tenir en réserve et employer avec beaucoup plus d'efficacité à stabiliser notre dollar? Conservons une plus grande quantité d'or afin de pouvoir stabiliser notre monnaie à l'intérieur même du pays, au lieu d'aller emprunter ou acheter des dollars américains pour maintenir notre propre dollar au pair. C'est là un raisonnement dont nous allons entendre parler bien davantage encore.